

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE
MARDI 22 SEPTEMBRE 2026**

DÉLIBÉRATION N°2026-279

Conseillers en exercice :	75	L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre, à dix-neuf
Présents :	54	heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance
Absents excusés :	8	ordinaire à la salle des Conférences du Rozier Coren à
Pouvoirs :	13	Saint-Flour, après convocation légale en date du 16
Votants :	67	septembre 2026, sous la Présidence de Monsieur Philippe DELORT.

Présents :

M. Frédéric ASTRUC, MME Blandine RIGAL, M. Christophe BAUMELLE, MME Pierrette BEAUREGARD, MME Sophie BENEZIT, MME Martine BERTRAND, MME Marina BESSE, M. Gilles BIGOT, M. Jean-Marc BOUDOU, M. Michel BROUSSE, M. Alberto COSTANTINI, MME Carine CASALS, M. Cédric CHARDAYRE, MME Céline CHARRIAUD, MME Elisa CHASSANG, M. Pierre CHASSANG, M. Marcel CHASTANG, M. Gilbert CHEVALIER, M. Sébastien CUSSAC, MME Florence DELAS, M. Philippe DELORT, M. Guillaume DELPUECH, M. Pascal DEQUIN, MME Maud DOMERGUE, M. Matthieu DUDREUIL, M. Philippe ECHALIER, M. Louis GALTIER, M. Jérôme GRAS, MME Maryline GUDEFIN, MME Olivia GUEROULT, M. Emmanuel HEBRARD, M. Hervé HUGON, MME Marie LOUIS, MME Béatrice MALBO, M. Jean-Claude MARTIN, M. Stéphane CHASSANG, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Louis NAVECH, MME Emmanuelle NIOCEL JULHES, M. François ODOUL, M. Serge PASTOUREL, M. Jean-Luc PERRIN, M. Pascal POUDEVIGNE, M. Jean-Claude PRIVAT, M. Serge RAMADIER, MME Caroline FREGEAC, M. Alain RIEUTORT, MME Isabelle ROBERT-MISSONNIER, M. Yannick SALAT, M. Raymond SALVAN, M. Serge TALAMANDIER, M. Thierry TARDIEU, M. Patrick VERNHET, M. David VITAL.

Excusés :

M. André ANGELVY, M. Olivier ERARD, M. Éric GOMESSE, M. Axel JOURQUIN, M. Daniel MIRAL, MME Léa ROCHETTE, MME Evelyne ROQUES, M. Christophe VIDAL.

Pouvoirs :

M. Didier AMARGER donne pouvoir à M. Gilbert CHEVALIER
MME Corinne AMAT donne pouvoir à M. Matthieu DUDREUIL
M. Thierry AUDIN donne pouvoir à MME Maryline GUDEFIN
MME Nicole BATIFOL donne pouvoir à M. Michel BROUSSE
M. Bernard COUDY donne pouvoir à MME Béatrice MALBO
M. Frédéric DELCROS donne pouvoir à M. Jean-Claude PRIVAT
M. Christian GENDRE donne pouvoir à M. Pierre CHASSANG
M. Jean-Noël GILIBERT donne pouvoir à M. Louis NAVECH
M. Jonathan LAROUSSINIE donne pouvoir à M. Philippe DELORT
MME Annick MALLET donne pouvoir à MME Emmanuelle NIOCEL JULHES
MME Florie PAROU donne pouvoir à M. Jérôme GRAS
M. Loïc POUDEROUX donne pouvoir à MME Marina BESSE
MME Marie PETITIMBERT donne pouvoir à M. Jean-Luc PERRIN

Madame Elisa CHASSANG a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Le Président certifie qu'un extrait de la présente délibération sera publié sous format électronique sur le site internet de Saint-Flour Communauté le **29 SEP. 2026**, conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture du Cantal, le **29 SEP. 2026**

Tout recours contentieux à l'encontre de la présente délibération doit être déposé, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, auprès du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20260922-DELIB2026-279-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

OBJET : RESSOURCES HUMAINES - MISE À JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - FRANCE SERVICES / CONSEILLER NUMÉRIQUE - PÉRENNISATION D'UN CONTRAT DE PROJET

RAPPORTEUR : Monsieur Michel BROUSSE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique énonçant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, et qu'il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n°2023-032 du 27 février 2023 ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu la délibération n°2025-158 en date du 7 juillet 2025 relative à la mise en place d'une prime liée à la spécificité « travail fréquent les dimanches et/ou les jours fériés » dans le cadre des cycles de travail ;

Vu la délibération n°2021-163 du 30 juin 2021, portant création d'un emploi non permanent de conseiller numérique dans le cadre d'un contrat de projet d'une durée de deux ans, pour la mise en œuvre du dispositif « Conseiller numérique France Services » ;

Vu la délibération n°2023-197 du 03 juillet 2023, renouvelant cet emploi non permanent de conseiller numérique dans le cadre d'un contrat de projet pour une durée de 3 ans, arrivé à terme ;

Considérant les besoins du service, la qualité du service rendu, la nécessité de poursuivre ce dispositif d'accompagnement et de formation des usagers aux outils numériques s'inscrivant dans la durée ;

Considérant le besoin de renforcement du déploiement du dispositif France Services et du service informatique ;

Considérant la nécessité de pérenniser cet emploi afin de répondre durablement aux besoins de Saint-Flour Communauté et d'assurer la qualité du service rendu aux usagers ;

Rappelant

- ✓ Que cet emploi puisse être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière administrative, et relève du cadre d'emplois des adjoints administratifs ;
- ✓ Qu'il peut être pourvu par des fonctionnaires titulaires ou, à défaut, par des agents contractuels dans les conditions prévues à l'article L. L.332-8 2° du Code général de la fonction publique ;
- ✓ Que le recrutement d'un agent contractuel peut intervenir lorsque les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient ;
- ✓ Que l'agent contractuel peut être recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite totale de six ans ;
- ✓ Que ce contrat est renouvelable par reconduction expresse en respectant la procédure de recrutement mentionnée ci-dessus. La durée totale des contrats ne peut excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que pour une durée indéterminée.

Accusé de réception en préfecture
02/06/2026 09:26:02
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026

- ✓ Que le recrutement de l'agent contractuel est prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics ;

Précisant que la rémunération est fixée par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, en fonction du grade détenu et de l'expérience professionnelle de l'agent, dans les conditions suivantes :

Serv.	Durée	Grade / Nb heure		Nombre de poste(s)	Date d'effet	Rémunération
France Services Conseiller numérique	En cas d'emploi contractuel : CDD de 1 à 3 ans (renouvelable dans la limite totale de six ans) ou CDI (si éligible).	<u>Création</u> :	Adjoint administratif territorial ou Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe ou Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe Temps complet	1	01/10/2026	Grille CAT C De IB 367 / IM 366 Jusqu'à IB 558 / IM 478 En fonction de la situation statutaire et/ou de l'expérience professionnelle Selon les grilles en vigueur au 1 ^{er} janvier 2026 et mises à jour ultérieures.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré,

✚ **DECIDE DE CRÉER un emploi permanent relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) à temps complet (35/35ème) au sein des France services, dans les conditions décrites ci-dessus ;**

✚ **PRÉCISE qu'en cas de recherche infructueuse de candidat statutaire, cet emploi pourra être pourvu par un agent contractuel dans les conditions prévues à l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique et suivants du Code général de la fonction publique concernant le contrat de projet ;**

✚ **AUTORISE Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents afférents à ce recrutement (arrêtés, contrats de travail, conventions et éventuels avenants) ;**

✚ **DECIDE DE MODIFIER le tableau des effectifs en conséquence ;**

✚ **PRÉVOIT au budget les crédits nécessaires à la rémunération et au paiement des charges sociales de cet emploi.**

POUR : 67 VOIX

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, et les membres présents ont signé au registre,

Le Président,

Philippe DELORT

La secrétaire de séance,

Elisa CHASSANG

Accusé de réception en préfecture
015-200066666-20260922-DELIB2026-279-DE
Date de télétransmission : 29/09/2026
Date de réception préfecture : 29/09/2026